

Accord professionnel

INDUSTRIES ÉLECTRIQUES ET GAZIÈRES

ACCORD DU 12 FÉVRIER 2008
RELATIF AUX PRIMES ET AUX INDEMNITÉS
NOR : ASET0850433M

PRÉAMBULE

Le présent accord s'inscrit dans le cadre de la loi du 10 février 2000. Il concerne les montants des primes, indemnités et remboursements de frais en vigueur.

Article 1^{er}

Le champ d'application du présent accord est national. Il concerne l'ensemble des entreprises dont le personnel relève du statut national du personnel des industries électriques et gazières.

Article 2

Les primes et indemnités dont la base de calcul est le salaire national de base (SNB) évoluent en même temps que celui-ci et dans les mêmes proportions.

Elles sont revalorisées au 1^{er} janvier 2008 sur la base de la valeur du SNB fixée par l'accord de branche « Mesures salariales » du 29 janvier 2008.

Les primes et indemnités basées sur les indices INSEE sont revalorisées au 1^{er} janvier 2008 de la manière suivante :

- frais de restauration : valeur au 1^{er} janvier 2007 + 2,59 % ;
- frais d'hôtel : valeur au 1^{er} janvier 2007 + 4,77 % ;
- prime de panier (valeur au 1^{er} janvier 2008) : 6,15 €.

Article 3

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée dont le terme est fixé au 31 décembre 2008, dans l'attente d'une négociation sur la Pers. 793.

Article 4

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent accord aux ministres chargés de l'énergie et du travail, dans les conditions prévues à l'article R. 713-1 du code du travail.

Le présent accord fera l'objet, à la diligence des groupements d'employeurs, des formalités de dépôt et de publicité prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Paris, le 12 février 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

UFE ;
UNEMIG.

Syndicats de salariés :

FCE-CFDT ;
CFE-CGC ;
CFTC-CMTE ;
FNME-CGT ;
FNEM-FO.